

" La politique est le moyen pour des hommes
sans principes de diriger des hommes sans mémoire. "

Voltaire

Au XXI siècle, nos données personnelles sont probablement la
ressource la plus précieuse que la plupart des humains
puissent encore offrir, et nous les donnons aux géants de la
technologie en échange de services de messagerie et de vidéos...



LE PETIT RAMONEUR

« UN PROBLÈME ? UN NUMÉRO VERT ! SIMPLE COMME UN COUP DE FIL !! »

L'édito de Charles SANNAT

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Cela fait longtemps que je pense que nous sommes, globalement, à tous les niveaux dirigés par des guignols, peu drôles qui plus est.

Nous avons les petits guignols locaux qui aiment à s'arranger et à se ménager leurs petits intérêts et autres plaçous. Nous avons au plus haut niveau des grands guignols. La taille de la marionnette change. Le spectacle, lui, reste pathétique.

Il faut dire que les brillants, les gens pleins de talents choisissent rarement la voie politique, le brassage de vent et le rien permanent.

Affligeant spectacle donc, que nous offre la classe politique depuis quelques années, et cette déliquescence s'accélère avec la crise sanitaire actuelle.

C'est un naufrage.

J'hésitais à vous parler des masques, vous savez ces masques qu'il ne fallait d'abord surtout pas porter, puis ensuite que nous ne saurions pas mettre, vu que même la drôlesse de porte-parolesse du gouvernement de l'époque nous expliquait doctement que « même elle ne savait pas se l'enfiler... » le masque bien sûr. Puis il a fallu les porter, puis celui qui ne l'avait pas avait une amende, puis il ne fallait pas en faire commerce, mais on n'avait le droit de s'en couvrir un ou deux... Puis finalement, aujourd'hui on apprend que les masques faits maison c'est bien, mais que cela ne sert à rien... enfin à rien, pas tout à fait, disons à pas grand-chose. Or le virus mute, il devient dangereux.

En Allemagne, désormais, ce sont les FFP2 qui sont obligatoires dans les transports en commun... En France, toujours en retard d'une guerre, nous en sommes à interdire les masques faits main et maisons...

Je vous invite à regarder cette vidéo, non complotiste et autorisée disant que...

Bon, vous avez compris ? Si les Allemands rendent obligatoires les FFP2 dans les transports en commun, c'est sans doute parce que ce n'est jamais une source de contamination les trains et autres métros bondés... hein... Bien sûr que non ! On ne se contamine ni dans les transports en commun, ni dans les cantines scolaires voyons, et la marmotte met le chocolat dans le papier d'aluminium...

D'ailleurs n'attendez pas votre dotation en FFP2 de l'Etat, l'Etat ne fera rien, ce sera comme à chaque fois beaucoup trop peu et beaucoup trop tard. Alors faites comme tous ceux qui se prennent en main et achetez-les directement en Chine.

Un problème ? Un numéro vert !

Sinon, en France quand nous avons un problème nous mettons en place un numéro vert !

- Les femmes sont battues ? Un numéro vert pour dénoncer les violences conjugales !
- Les enfants sont maltraités. Un numéro vert pour prévenir.
- Les collégiens sont victimes de harcèlement ? Un numéro vert pour vite le dire.
- Votre entreprise est aux abois ? Un numéro vert pour que l'on vous dise comment vous passer de l'aide que vous n'aurez pas !
- Vous avez une question pour le prélèvement à la source ? Un numéro vert pour vous expliquer comment vous ne pourrez rien n'y changer !
- Vous cherchez un proche dans le cadre d'un attentat porté disparu ? Un numéro vert pour vous dire que personne n'a encore la liste des morts.
- Vous avez un avion qui s'écrase ? Un numéro vert pour informer les familles de ceux qui sont morts.

Et bien évidemment, lorsque vous avez un problème avec les étudiants qui dépriment un peu parce que les bars sont fermés, alors vite, un numéro vert pour faire de la calinothérapie de jeunes

Justement, qu'arrive-t-il à nos jeunes étudiants ?

Simple, c'est encore et toujours cette histoire de bars fermés !

Certes les jeunes actuels comme ceux passés que nous avons été, aimaient beaucoup aller boire quelques coups à nos amours, vider quelques chopines avec quelques copines, mais surtout, beaucoup d'étudiants servaient dans les bars !

Alors ce n'est pas tant la fermeture des bars qui dépriment nos jeunes, que l'impossibilité pour beaucoup d'entre-eux d'exercer ces petits jobs compatibles avec la vie étudiante ! Serveur dans les bars et les restaurants, équipiers chez Mac Do, tous ces postes se sont envolés.

Pour beaucoup de nos jeunes, c'est l'incertitude financière la plus grande.

Vous l'aurez compris.

Le sujet n'est pas de leur donner un numéro vert à appeler pour avoir un chèque psychologue !

Il faut accompagner nos étudiants en grande fragilité financière par un système de bourse spécial covid.

Pour baisser l'anxiété des jeunes et des moins jeunes, il faut apporter une réponse aux sources d'angoisses. Il y en a globalement deux.

1/ Comment vais-je boucler mes fins de mois étudiantes si je ne peux pas travailler ?

2/ Comment vais-je pouvoir recevoir mon diplôme ? Comment vais-je pouvoir valider un stage ? Un apprentissage ? Etc...

Un numéro vert ne sert à rien.

Dans cette vidéo Valérie Péresse pose justement les bons constats.

Payer 40 000 consultations de psy c'est très bien, mais cela ne remplit pas les gamelles.

Psy... « Alors mon petit ça va pas » ?

Jeune...; « ben non, moi pas logement, moi pas bouffer, moi pas travail, moi pas avenir »...

Psy « Ah oui, forcément ça va pas ».

Jeune.... ben non va ça pas !

Donc je pense que l'on peut sauter cette étape pour aborder l'essentiel.

La région Ile de France va donc ouvrir 4 hôtels pour 400 places... C'est une bonne idée ! C'est bien de loger les étudiants SDF, mais 400 places; ce n'est rien ! Rien par rapport au nombre d'étudiants en Ile de France. L'idée est très bonne mais largement insuffisante !

Il faut évidemment un plan massif, et ce plan massif ne peut venir que de l'Etat. Si l'on ne veut pas donner d'argent aux étudiants, il faut leur assurer un toit et deux repas par jour. Les hôtels de France sont globalement tous vides... plutôt que de subventionner des hôtels pour rester vides, logeons-y effectivement gratuitement nos étudiants, donnons-leur à manger et redonnons-leur confiance. Ce n'est pas 4 hôtels qu'il faut réquisitionner, mais sans doute 400 ou 500 !!

- **Comme toujours, c'est trop peu et trop tard. Et quand ils ne savent plus quoi faire ? Ils font un numéro vert !**

Restez à l'écoute.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

TOUT D'ABORD, DANS LA GESTION D'UNE TELLE CRISE SANITAIRE IL FAUT RAPPELER UN POINT CAPITAL : C'EST LA CONFIANCE SUSCITÉE PAR LES DIRIGEANTS POLITIQUES QUI PERMET D'OBTENIR L'ADHÉSION DE LA POPULATION AUX DÉCISIONS PRISES. CETTE CONFIANCE NE SE DÉCRÈTE CEPENDANT PAS, ELLE SE MÉRITE.

UN AN APRÈS LE DÉBUT DE LA PANDÉMIE

Par Antoine Martinez Général de brigade aérienne (2s)

Un an après le début de la pandémie du Covid 19, il peut être utile en ce début d'année 2021 de faire un point.

Tout d'abord, dans la gestion d'une telle crise sanitaire il faut rappeler un point capital : c'est la confiance suscitée par les dirigeants politiques qui permet d'obtenir l'adhésion de la population aux décisions prises. Cette confiance ne se décrète cependant pas, elle se mérite.

Avec le recul d'une année, il est possible de faire un constat qui ne souffre aucune contestation : la gestion médiatique et politique de l'épidémie de coronavirus non seulement ne convainc pas les Français mais les a conduits à douter de la sincérité et de la compétence des décideurs, ce qui a provoqué des comportements d'exaspération et de contestation, voire carrément à présent de défiance à leur égard. Il faut rappeler que l'Etat a pour première mission de protéger le peuple et son territoire de quelque agression que ce soit, épidémie mais également catastrophe naturelle ou industrielle, terrorisme, guerre, etc. Il doit donc se préparer à ces éventualités afin de s'y engager le moment venu dans les meilleures conditions. C'est l'objet des plans ou planifications établis et actualisés régulièrement et des stratégies retenues. Mais qui dit planification et stratégie dit moyens disponibles pour les satisfaire. Sur le plan sanitaire, ces moyens sont constitués en particulier par les moyens individuels de protection, masques, tests, gants, combinaisons, et par les hôpitaux qui doivent disposer de moyens adaptés. Par ailleurs, des mesures sont édictées notamment sur la nécessité de contrôler les frontières et sur le rôle du monde médical.

Or, depuis le début de la crise du coronavirus, nos dirigeants ont démontré leur incapacité à anticiper et donc leur impréparation à faire face à un tel événement.

Ils n'ont cessé de prendre des décisions marquées par des hésitations, des incohérences, des contradictions puis les mensonges qui ont suivi. S'agissant du manque d'anticipation, il faut rappeler que selon les confessions au Monde de l'ex-ministre de la Santé, Mme Buzyn, des informations étaient transmises par la Chine dès décembre 2019 et étaient communiquées au Premier ministre et au président de la République sans réaction de leur part. De nombreuses semaines précieuses ont ainsi été perdues. Quant à l'impréparation évoquée elle est démontrée par l'inadéquation des moyens des hôpitaux et par l'absence des stocks stratégiques en moyens de protection qui constituent les moyens requis impérativement par la planification et la stratégie qui en découle. Il faut, en effet, rappeler que la réduction régulière depuis 2013 des stocks

stratégiques des moyens de protection a abouti à une pénurie dramatique dès le début de la pandémie. Ce n'est pas admissible. Et pour pointer l'irresponsabilité et l'indécence, on ne peut pas passer sous silence un point qui relève du sens de l'honneur ou du sens du devoir qu'on est en droit d'attendre de ceux qui devrait servir l'Etat et non pas s'en servir pour leurs propres intérêts.

Que dire, en effet, de ce qui ne peut être considéré que comme un abandon de poste au moment le plus critique, comme ce fut le cas de Mme Buzyn pour briguer la mairie de Paris ou du conseiller Santé de l'Elysée dont le poste est resté vacant pendant plus d'un mois ? Il n'y a donc rien d'étonnant à la contestation, voire à la défiance de beaucoup de Français à l'égard du pouvoir exécutif qui, de plus, recourt à de nombreuses mesures liberticides.

Sur le plan thérapeutique, cette crise sanitaire a également provoqué le découragement des Français et même leur division du fait du mépris et du sectarisme manifesté par nos dirigeants à l'égard de ceux qui contestent leur gestion de la pandémie, division entretenue et alimentée d'ailleurs par les désaccords et contradictions des scientifiques et experts eux-mêmes. La stratégie adoptée au début de la pandémie, alors que nous étions en situation d'urgence et que dans ces circonstances la priorité c'est de sauver des vies, a privilégié la solution du vaccin « quoi qu'il en coûte » en s'affranchissant des principales mesures prévues dans la planification, à savoir le contrôle des frontières et l'engagement des médecins de ville.

Par idéologie nos dirigeants ont refusé le contrôle aux frontières. Il est vrai que le virus n'a pas de passeport.

On avait simplement oublié de dire au président de la République que ce n'est pas le virus qui possède un passeport mais la personne qui franchit la frontière. Cela dit, il est incompréhensible d'avoir imposé aux malades de rester chez eux, de prendre du Doliprane, de ne pas appeler le 15 ou se rendre aux urgences – pour éviter la saturation des hôpitaux – et on n'interdit pas aux médecins de soigner. C'est leur rôle. Certains médecins avaient bien compris la situation d'urgence qui leur commandait d'essayer de soigner les malades en combinant certaines molécules existantes, avec des résultats il faut bien le reconnaître. Ils en ont cependant été empêchés. On leur a interdit de prescrire notamment en s'appuyant sur la fameuse étude publiée dans la revue de référence, The Lancet, qui s'est avérée être une manœuvre abjecte de désinformation et de manipulation contre l'hydroxychloroquine.

D'ailleurs les auteurs de cette étude méprisable viennent d'avouer leur faute. Le ministre de la Santé s'honorerait donc en reconnaissant son erreur.

Car cette stratégie aberrante pose des questions lancinantes : combien de morts sont dûs à l'absence de soins au moment de la manifestation des symptômes ? Combien de morts dans les EHPAD sont dûs à l'interdiction d'évacuation vers les hôpitaux et à l'administration du Rivotril ?

Alors, oui, Il faut saluer la prouesse réalisée en un temps record pour la mise au point de vaccins. On peut cependant comprendre que ce court délai soit une source de questionnement sur la nature nouvelle pour certains d'entre eux, en particulier ceux de conception ARNm, sur leur efficacité – évoquée avec prudence par l'OMS elle-même – sur leurs effets secondaires inconnus aujourd'hui car nous n'avons pas de recul.


Un autre questionnement légitime surgit avec la diffusion des nouveaux variants du virus : ces vaccins seront-ils adaptés ?

C'est pourquoi, puisque nous sommes en guerre il serait temps de mobiliser toutes les énergies, tous les experts du monde médical au lieu de les opposer et les diviser. Continuer de mener contre certains d'entre eux la censure, les pressions, les menaces, les sanctions n'a aucun sens. Ce n'est pas acceptable et c'est irresponsable. Dans une situation de pandémie comme celle que nous vivons, viser le vaccin, oui, mais en attendant d'en disposer il faut, en même temps, permettre d'appliquer dans l'urgence des thérapeutiques alternatives quitte à lancer des études objectives sur ces dernières. Il n'est pas trop tard d'ailleurs pour le faire. C'est cela qui aurait dû et qui doit être fait car on ne peut pas laisser un malade sans soins. C'est monstrueux.

Enfin, la gestion de cette pandémie est le révélateur de l'état de notre pays engagé dans le déclin par une classe politique hors-sol et peu soucieuse du bien-être du peuple français car livré

aux vents des événements de toutes sortes sans aucune conscience de ses responsabilités. Le début désastreux de la campagne de vaccination en est un autre exemple couronné par l'appel à des cabinets de conseil étrangers et par la création d'un comité Théodule qui n'a aucune légitimité car composé de 35 citoyens tirés au sort alors que le Parlement est ignoré.

Pour terminer, rien ne nous sera épargné dans le domaine du mépris et de l'indécence par un pouvoir cynique avec la nomination de Mme Buzyn au cabinet du directeur général de l'OMS, ouvrant ainsi la porte à toutes les interprétations : récompense ?



**LREM apparaît de plus en plus clairement
comme un ramassis d'incompétents,
d'opportunistes corrompus qui perdent
les pédales !**

On a du mal à le croire, car pour quel mérite ? En échange de son silence ? C'est déjà plus crédible en raison de son rôle dans le gouvernement et de la gestion désastreuse du début de la pandémie. Une manœuvre d'exfiltration ? C'est possible après l'ouverture d'une instruction judiciaire la concernant. Voilà un sujet d'investigation qui devrait passionner tout média non partisan mais animé par la recherche de la vérité. En tout cas, avec la déliquescence de l'Etat depuis le début de cette crise qui témoigne du déclassé de notre pays, la démonstration est faite de l'absence totale du sens du devoir et de l'honneur chez ceux qui sont censés le servir.

Nos dirigeants auraient tort de penser que le peuple continuera de tout accepter sans réagir.

L'ARCHIPEL DES AVEUGLES ET DES MAL-ENTENDANTS.

Macron : un désastre de dingue

Par Jean-Marie Pieri Chapitre 41

Frankistan ou Absurdistan disent certains (surdité évidente des politiques qui gouvernent en dépit du bon sens) une tragédie suicidaire s'amorce, les fossoyeurs de la démocratie s'activent.

La stratégie sanitaire de la caste bafouille, cette faction bafoue nos valeurs, piétine nos traditions, antichambre du malheur et de destruction massive.

Aujourd'hui un enfer dantesque nous menace. Ce révélateur d'une fracture sociale nous ramènerait-t-il au temps des cavernes ?

Après le communisme, le fascisme, le nazisme le temps de l'intolérance, de la barbarie, de la sauvagerie est venu.

Avec la disparition ou presque des régimes totalitaires, le capitalisme a ingéré toutes les tares du système communiste défunt, celui de la tyrannie en se restructurant par une mondialisation dite libérale mise en œuvre avec les GAFA et leurs complices.

Le Temps du « en même temps » sans queue ni tête! (Monopole de l'égoïsme et de l'inefficacité, pensée unique et vulgaire!)

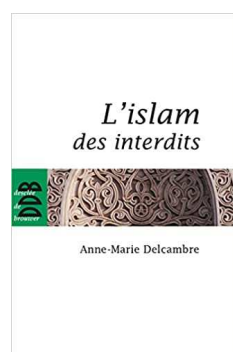
Temps du cynisme et de la bestialité n'en déplaît aux apôtres de l'évolution, le progressisme humanitaire n'est-il pas la négation des libertés, n'est-il pas la brutalité (le progrès d'une idéologie coercitive en Europe ou aux États Unis) imposée à des peuples qui n'en veulent pas, rêve d'un socialisme odieux qui veut faire le bonheur des peuples malgré eux!

Le roi est mort, vive le roi, la république arriverait-elle à son terme pour accoucher de quoi?

L'ISLAM DES INTERDITS (FRANÇAIS)

Broché – 14 janvier 2008

de [Docteur Anne-Marie Delcambre](#) (Auteur)



Dans les débats actuels sur l'Islam, la question des interdits et des blocages à l'égard de la modernité revient de manière permanente. Il est souvent de bon ton de distinguer un islam ouvert, pacifique et compatible avec la modernité, d'un islamisme intégriste, mettant en valeur une approche intolérante de la foi.

Mais cette distinction est-elle pertinente ? Ne relève-t-elle pas d'abord d'une attitude " politiquement correcte ", qui évacue tout débat de fond, au détriment des évolutions nécessaires ?

A travers un propos incisif, Anne-Marie Delcambre montre que nombre d'interdits ou de blocages actuels de la religion musulmane ne sont pas seulement des dérives intégristes mais font partie intégrante de l'Islam lui-même. Bien des éléments de ces interdits se retrouvent en effet dans le Coran ou dans la tradition la plus établie. Ainsi du statut discriminatoire des juifs et des chrétiens, de l'appel à la guerre sainte voire au meurtre, de la place des femmes, du regard non critique et non historique sur les textes fondateurs, de la place assignée au Prophète...

Cet examen lucide est indispensable pour engager aujourd'hui un dialogue authentique avec l'Islam.



AFFAIRE DUHAMEL : POURQUOI PARLER D'INCESTE ET PAS DE PÉDOPHILIE ?

[Gabrielle Cluzel](#) 19 janvier 2021

Si j'ai été abusée par le demi-frère adoptif de la compagne de mon père transgenre devenu ma mère, est-ce un inceste ?



Ils sont forts. Ils sont très forts. Chapeau bas, maestro !

L'art de retourner leur débâcle comme une chaussette.

Il y a quelques semaines, on entendait une mouche voler : Camille Kouchner venait de publier son livre. Bien que « tout [le monde](#) » sache depuis longtemps, « tout le monde » décida conjointement de surjouer l'indignation et de lâcher Olivier Duhamel – en espérant que cette offrande expiatoire suffirait. On convint d'appeler cela de l'[inceste](#). Et d'en profiter pour envoyer le coup pied de l'âne en faisant, ni vu ni connu, une adroite passe à l'aile : le lieu de tous les dangers, ce n'est pas le monde extérieur mais la famille. Un article de Libération (6 janvier 2021) évoquant l'affaire titre sans ambiguïté : « Inceste : dire non au père

est encore très difficile » : « L'historienne Anne-Claude Ambroise-Rendu explique que les abus contre les enfants s'inscrivent dans l'autorité paternelle qui structure les familles. » La journaliste interroge : « Le pouvoir de l'inceste est-il un pouvoir d'homme ? » La réponse (tellement) attendue fuse : « C'est un pouvoir masculin, celui du père, du grand-père, de l'oncle, du grand frère. C'est la figure du dominant. Dans le cas d'Olivier Duhamel contre qui sont portées des accusations d'inceste, c'est même un hyper dominant, blanc, jouissant, d'un capital social, culturel, symbolique et financier. » Ouf. La boucle est bouclée. En terrain connu, on est rassuré. Le coupable est bien un homme blanc, un père de famille, bourgeois et cultivé de surcroît.

Une loi de mars 2016 a élargi la notion d'inceste aux conjoints et concubins de la famille. Pourtant, si l'on s'en tient à la définition du dictionnaire, l'inceste désigne « les relations sexuelles entre des personnes liées par un degré de parenté entraînant la prohibition du mariage ». Soyons précis : rien n'empêche le compagnon d'une femme d'épouser l'enfant de celle-ci s'ils n'ont aucun lien biologique ni adoptif. Au moment des faits (bien avant 2016), le frère de Camille Kouchner avait un père, et ce n'était pas Olivier Duhamel. En revanche, celui-ci, pour commettre son forfait, a pu « se prévaloir d'un rapport d'autorité », comme l'a écrit le Sénat dans un rapport sur la pédophilie ... car c'est bien ce mot qui convient : « pédophilie ». Mais c'est un chemin rhétorique périlleux.

L'emprunter, c'est s'exposer à entendre rappeler les sulfureuses pétitions publiées dans Le Monde et Libération, joyeusement signées par toute la compagnie – à commencer par les icônes Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir et à finir par Bernard Kouchner lui-même... qui affirme, aujourd'hui, avoir failli « casser la gueule » d'Olivier Duhamel, mais finalement gardé le silence pour respecter le souhait de son fils : ils m'ont retenu, sinon je faisais un malheur ! Une telle ligne de défense adoptée par Mgr Barbarin aurait été jugée « abjecte ».

C'est aussi courir le risque, en laissant tirer le fil, de dévider toute la pelote et voir faire l'inventaire de Mai 68 : celui d'une génération de boomers née avec une cuillère en or dans la bouche, ayant tout reçu et tout détruit, jusqu'à parfois ses propres enfants... encore omnipotente aujourd'hui, écrasant de son magistère infaillible toujours plus délétère une jeunesse qu'elle a déjà tant meurtrie. Non que la pédophilie soit son apanage. De La Petite Roque au procès Preynat, on retrouve cette perversion à toutes les époques et dans tous les milieux. Mais aucun n'en a fait l'apologie goguenarde en la revendiquant comme un droit, aucun n'a dynamité les liens familiaux, les réduisant en miettes et les dispersant, façon puzzle, jusqu'à semer une confusion sordide dans les esprits et les mœurs... qui ne savent plus seulement discerner ce qui relève de l'inceste.

Comment s'étonner que le dernier crobard du dessinateur Xavier Gorce n'ait pas (du tout) plu (il a été retiré du Monde, qui a présenté ses excuses...) ? Un petit pingouin y demande à un grand : « Si j'ai été abusée par le demi-frère adoptif de la compagne de mon père transgenre devenu ma mère, est-ce un inceste ? » « Le premier qui dit la vérité, il doit être exécuté », chantait feu Guy Béart. Médiatiquement, au moins.

RAPPORT STORA SUR LA GUERRE D'ALGÉRIE ET LA COLONISATION :

**«IL N'EST PAS QUESTION DE PRÉSENTER DES EXCUSES», AFFIRME
L'ÉLYSÉE**

Pour «réconcilier les mémoires», Emmanuel Macron va procéder à plusieurs actes «symboliques» dans les prochaines semaines. Il présidera trois cérémonies entre 2021 et 2022, dont la journée nationale des harkis et le 60^{ème} anniversaire des Accords d'Évian.

Par [Arthur Berdah](#)

C'est la fin d'un premier long travail. Et c'est le début d'un autre grand chantier. Six mois après avoir commandé un rapport à Benjamin Stora «sur la colonisation et la guerre d'Algérie», en juillet dernier, [Emmanuel Macron va recevoir l'historien ce mardi à 17 heures, pour qu'il lui remette ses conclusions](#). Résumée dans un épais document qui tient en 150 pages, la synthèse établit une trentaine de «préconisations» qui devront permettre de «réconcilier toutes les mémoires et les reconnaître» pleinement. «Le président de la République veut regarder l'histoire en face, car il veut construire, en exploitant cette histoire, une mémoire qui soit celle de

l'intégration républicaine. Il veut qu'elle soit partagée par tous les citoyens qui composent notre pays, et ce quelle que soit leur culture ou leur origine», résume un conseiller.

«Trois raisons» majeures ont motivé la démarche et ont guidé la réflexion du chef de l'État depuis son élection en 2017. «La première, c'est que l'on a trop oscillé entre le déni et le non-dit depuis 60 ans. (...) La deuxième, c'est que le président peut engager ce travail car il n'est ni un acteur ni un témoin engagé (de cette période). (...) La troisième, c'est que (...) la vérité se construit par les actes». C'est pourquoi Emmanuel Macron a fait le choix de gestes concrets et «symboliques» plutôt que de verser dans «la repentance». «Il n'est pas question de présenter des excuses», affirme l'Élysée. Et ce bien que le président maintienne [l'expression très controversée de «crime contre l'humanité», qu'il avait cru bon d'employer durant la campagne présidentielle](#) de 2017. «Lors d'un voyage en Algérie, lorsqu'il était candidat, Emmanuel Macron a tenu des propos sur la colonisation qu'il ne regrette aucunement aujourd'hui», indique-t-on.

Macron veut accéder à «bon nombre» des préconisations de Stora

Mais [le «temps des polémiques» et des débats sémantiques étant «dépassé»](#) selon lui, le président de la République considère qu'il faut désormais «faire Nation». «La repentance est vanité ; la reconnaissance est vérité. Et la vérité, ce sont les actes», tranche son entourage, annonçant que le chef de l'État «présidera lui-même trois journées de commémorations» dans les prochains mois, à savoir : la journée nationale des harkis le 25 septembre 2021 ; une cérémonie en mémoire des «événements» de 1961, le 17 octobre ; et le 60ème anniversaire des Accords d'Évian, le 19 mars 2022. Soit un mois presque jour pour jour avant le premier tour de l'élection présidentielle.

D'ici là, Emmanuel Macron aura fait en sorte d'accéder «à bon nombre» des recommandations de Benjamin Stora, parmi lesquelles figurent notamment :

[«l'entrée au Panthéon» de l'avocate féministe Gisèle Halimi](#) ; «la construction d'une stèle à Amboise montrant le portrait de l'Emir Abdelkader» ; «accorder, dans les programmes scolaires, plus de place à l'histoire de France en Algérie» ; permettre un «accès facilité aux archives» de part et d'autre de la Méditerranée ; «financer l'entretien des tombes des soldats algériens musulmans 'morts pour la France'».

LILIAN THURAM : ANTIRACISME, UNE AFFAIRE JUTEUSE

20 Janvier 2021 Publié par Edouard Boulogne

Cette journée du 20 janvier sera tout entière cosacrée à la fin du lynchage médiatique de Donald Trump. Certes, avant de parler de ce haut moment « civilisationnel, il faut revenir à des faits en apparence plus modestes, comme les activités « humanitaires » de Lilian Thuram.

Ce que vous allez lire est très révélateur de l'âme profonde des « humanistes » contemporains, du moins de ceux qu'on nous présente comme tels ! (LS)

QU'EST-CE QUI MOTIVE LILIAN THURAM ?



J'ai été longtemps un admirateur de Lilian Thuram, le footballeur. Mon admiration a baissé de plusieurs crans, au début des années 2000, quand Lilian, retiré du sport se retrouva face à lui-même, encore jeune et riche, mais ayant le temps de s'auto analyser et de se confronter à l'horreur du vide intérieur.

Que faire pour en sortir ? Devenir un entraîneur de foot, comme Zidane, Entraîneur, donc éducateur.

La mode actuellement pour beaucoup d'analogues à Lilian, est au racisme anti blanc ces galeux, ces pelés, ces tondus dont viendraient tous les maux. Il se précipita sur cette voie, encouragé et aidé par nombre de gauchistes, blancs extrémistes, venus du marxisme constatant après la chute de l'URSS (1991) et poursuivant leur projet de destruction de leur civilisation au moyen de

l'opposition des races se substituant à la lutte des classes qui avait au XXème siècle créé tant de malheurs et supprimé des dizaines de millions d'hommes.

Lillian se reconvertit donc, comme d'autres, à la nouvelles « pédagogie ».

Il s'engagea sur la voie que lui ouvraient ses nouveaux maîtres.

Il pensa d'abord devenir maître en visant une carrière de maire d'une commune de la Guadeloupe, au nord de la Grande Terre. Il y acheta une vaste propriété sur laquelle il édifia une non moins grande demeure. Chez les grands, tout est grand. Chaque année il y passait un mois, y organisait de grandes fêtes : nourritures à gogo, et danse au Ka. Mais les Guadeloupéens ne sont pas des gogos. Ils profitèrent de l'aubaine, mais la popularité politique de Lillian ne décollait pas .

Sur des conseils avisés de ses nouveaux maîtres,(gauchistes blancs) il se lança dans l'action « culturelle », le footeux se reconvertit (**seul ou un peu aidé**) dans l'écriture, et les conférences engagées. Il en est là.

Mais il rencontre de la résistance, et en Guadeloupe même. Merde alors !

A titre d'exemple très récent ce billet du guadeloupéen André Quidal, que je recueille sur facebook, ce matin, accompagné de commentaires intéressants, notamment celui de M. Alain Bidelogne que je publie en deuxième position.

Lilian, Lilian nous n'avons pas de haine contre toi. Si nos commentaires sont parfois un peu rudes c'est que nous t'aimons bien, et voudrions te protéger de toi-même. (Le Scrutateur).

(I) J'avais encore quelque tendresse pour Lilian Thuram, ce seigneur des stades qui eut très peu de cartons rouges au cours de sa longue carrière. Malheureusement j'ai lu dans l'hebdomadaire "Le Point " le débat qu'il a eu avec Pascal Bruckner, ancien maoïste revenu de son maoïsme. Alors là, il a fait étalage de son ignorance crasse, de sa bêtise abyssale. Voilà quelqu'un qui croit que parce qu'il porte des lunettes, qu'il est un maître à penser. Il est surtout un maître à se dispenser de penser. Il a osé parler du Code Noir, qu'il n'a certainement jamais lu. Pauvre Thuram qui veut être, après avoir cessé d'être. Il aurait dû faire comme Zidane. En Guadeloupe en particulier et aux Antilles Guyane en général, on n'enseigne pas l'Histoire, on se raconte des histoires. On passe son temps à rejeter sur les autres nos insuffisances, cest la faute aux autres. Cela nous évite de nous regarder dans un miroir et de nous retrouver face nos turpitudes. Juste un mot de la mémoire populaire pour ce pauvre Lilian : "Cé Negs qui ven'n Neg". C'est une vérité intangible . (**André Quidal**).

(II). Alain Bidelogne (s'adressant à André Quidal)

Je ne partage pas souvent ton point de vue, notamment à propos de Zemmour dont tu semble apprécier son puit de savoir, ce qui n'est pas faux.

Lilian Thuram que nous avons eu le plaisir de recevoir au Lycée Monge à Charleville-Mezières m'a déçu à en pleurer, prétentieux, refusant de venir saluer les rares antillais, qui étaient là, plus pour son passé de footballeur, que pour son présent de pourfendeur du racisme. Dans tous les cas sa fondation et son petit commerce marchent bien. Il faut payer très cher pour une intervention d'une heure, avec les mêmes mots, les mêmes phrases répétées à l'envie.

IL SE PASSE QUELQUE CHOSE D'ASSEZ EXTRAORDINAIRE EN ALGÉRIE :

- « **La nostalgie du passé chez les jeunes Algériens** ».....

Dans le quotidien " El Watan " du début du mois de novembre, cet article Inattendu :

Non loin de la Grande Poste d'Alger se tient une exposition de vieilles photos et cartes postales anciennes.

Des passants, beaucoup de jeunes surtout des étudiants, s'arrêtent, fouillent, regardent cette photo de la rue Dumont-d'Urville en 1930 (rue Abane Ramdane aujourd'hui) et surtout ils commentent :

« Il paraît que c'était la belle époque. Nous sommes nés dans les années 90 et tout ce que l'on apprend de l'Algérie ce sont les critiques de nos politiques contre la France, la corruption, le terrorisme et la misère qui va avec.

A travers les réseaux sociaux on retrouve cette même nostalgie du passé.

Des centaines de pages consacrées à ces vieilles photos et cartes postales anciennes, et l'on note des commentaires flatteurs :

« A l'époque de la France, c'était tellement propre », « Je donnerai tout pour vivre ces années-là », « La différence est immense », « Autrefois on vivait mieux », « A l'époque de la France, l'Algérie avait plus de valeur à l'étranger .. » De plus, des sondages récents montrent que plus de 70% des jeunes algériens rêvent de partir vivre en France.

« Aujourd'hui je suis trop triste et je suis même très déçu, affirme Hacène, qui gère la page « l'Algérie à une certaine époque » et se dit fasciné par le charme de la ville d'Alger avec le respect mutuel qui existait, la « horma », la quiétude, les femmes en haïk, c'est la plus belle époque qu'a connu l'Algérie.

Je me souviens de cette confiance de mon ami Boubekeur (qui fut goal de la sélection algérienne et de l'équipe de l'A.S.Monaco) avant que malheureusement il ne nous quitte définitivement :

Avant, quand j'allais à Bab-el-Oued dans ma jeunesse avec mes amis français c'était la joie de vivre, le bonheur, les rires, l'amitié.

Aujourd'hui quand il m'arrive d'y passer, je mesure la différence et je pleure ces années là
....

Hassene Zerkine, grand collectionneur de cartes postales, raconte : « Quand j'ai commencé cette collection, il y a 40 ans, j'étais loin d'imaginer les questions que se posent les jeunes aujourd'hui. Une grande partie des Algériens qui ont vécu l'époque coloniale n'est plus, et ceux qui sont nés au cours des années 50/60 n'ont de ce passé que des images de guerre. Nombreux donc ignorent que leur passé ne se limite pas à la « révolution de 1954 ». Ils ne savent pas qu'il y avait autre chose aussi.

Que les gens vivaient fraternellement, fêtaient les mariages, allaient au cinéma, à la plage, au théâtre, et qu'il y avait une vraie vie culturelle, sportive, artistique. Dans mes commentaires sur ma page Facebook je retiens, bien sûr, que la nostalgie du passé est classique, mais cette nostalgie est liée à la situation dégradée de l'environnement et de l'insalubrité qui règne dans l'Algérie indépendante. Cette nostalgie, c'est celle de l'ordre et de la propreté de l'époque coloniale. Je m'étonne toujours du fait que les jeunes Algériens « idéalisent » la période coloniale, dépassant ainsi le but recherché par cette exposition qui n'avait pour objectif de présenter le progrès et la civilisation apportés par la France.

La décadence actuelle c'est à travers la tenue vestimentaire que je la constate. Regardez ces jeunes femmes avec leur hijab, djebab, où je ne sais quel autre accoutrement qu'elles utilisent de nos jours. C'est ce côté de l'histoire de notre pays que je veux montrer, ce côté que les médias occultent volontairement. Et le constat général c'est : à l'époque de la France « C'était le bon vieux temps ».

Et là non plus, ce n'est pas moi qui le dis !

C'est Hocine Aït Hamed, l'un des chefs historiques de la révolution algérienne : "Chasser les Pieds-Noirs a été plus qu'un crime, une faute, car notre chère Patrie a perdu son identité sociale. Avec les Pieds-Noirs et leur dynamisme, je dis bien les Pieds-Noirs et non les Français, l'Algérie serait aujourd'hui une grande puissance méditerranéenne.

Hélas ! Nous devons reconnaître que nous avons commis des erreurs politiques et stratégiques.

Pour nous tous ici en France. Une question se pose : Si les jeunes algériens en ont marre de la victimisation officielle et d'entendre leurs vieux politiciens critiquer la France, et qu'ils ressentent une nostalgie de la période française, alors comment le président Macron va-t-il vivre cette évolution pro-française, lui qui a toujours voulu mettre en avant les crimes de la France, et faire culpabiliser les français ?

Macron va-t-il devoir organiser une nouvelle campagne de victimisation anti-française, pour ramener les jeunes algériens à la raison ?

AFFAIRE DUHAMEL : LE BOOMERANG DE LA PÉTITION PRO-PÉDOPHILIE DE GABRIEL MATZNEFF

40 ans après, les signataires d'une pétition datant de 1977, parmi lesquels figurent Jack Lang et Bernard Kouchner, sont sommés de s'expliquer.

Par [Julie Malaure](#)

Après le livre de Vanessa Springora, *Le Consentement* (Grasset), qui dénonçait l'an passé l'emprise qu'avait exercée sur elle l'écrivain Gabriel Matzneff, l'ouvrage de Camille Kouchner a produit l'effet d'un électrochoc. *La Familia grande* (Seuil), meilleure vente en ce début d'année, révèle au grand public les faits d'inceste commis par son beau-père, Olivier Duhamel, sur son frère jumeau, le fils d'Évelyne Pisier et de Bernard Kouchner, alors âgé de 14 ans, à la fin des années 1980. Duhamel, le politologue et président du prestigieux club *Le Siècle*, sur lequel pèse désormais une enquête préliminaire pour « viols et agressions sexuelles par personne ayant autorité sur mineur de 15 ans », a renoncé à ses fonctions le 4 janvier, entraînant une cascade de démissions : celles de l'avocat Jean Veil et de l'ancien secrétaire général du gouvernement Marc Guillaume, notamment.

Un Français sur dix aurait déjà été victime d'inceste, selon l'institut de sondage Ipsos.

Sous l'impulsion de l'affaire Duhamel, les verrous du silence sautent sur les réseaux sociaux. Le mot-dièse #MetooInceste a déclenché une salve de dénonciations de viols incestueux par de nombreuses victimes. Et c'est ainsi que la très gênante pétition de Gabriel Matzneff, « L'enfant, l'amour, l'adulte », imprimée le 26 novembre 1977 dans les pages du *Monde* et le lendemain dans celles de *Libération*, a refait surface.

Une pétition pro-pédophilie sidérante, cosignée par une soixantaine d'intellectuels, dont Bernard Kouchner, Jack Lang, Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Roland Barthes, Pierre Guyotat, André Glucksmann, Michel Leyris, Patrice Chereau, Catherine Millet ou encore l'académicienne Danièle Sallenave

(Liste exhaustive en fin d'article).

Interrogé sur cette pétition au micro de Sonia Mabrouk dans l'interview politique d'Europe 1, lundi 18 janvier, Jack Lang s'est expliqué en ces mots : « C'était une connerie », « portée par une revendication libertaire, fautive ». L'ancien ministre, à la tête de l'Institut du monde arabe, a ajouté ne plus savoir si c'était il y a 40 ou 60 ans. Une réponse qui fut, presque mot pour mot, celle de Bernard Kouchner il y a un an sur le site du *Point*, laquelle pointait la responsabilité de Jack Lang. « La pétition de Matzneff, je ne l'ai pas lue ! Daniel Cohn-Bendit et moi l'avons signée parce que Jack Lang nous l'avait demandé. C'était il y a 40 ans. C'est une énorme erreur. Il y avait derrière une odeur de pédophilie, c'est clair. C'était une connerie absolue. Plus qu'une connerie, une sorte de recherche de l'oppression. Je regrette beaucoup », expliquait Kouchner, père de la victime d'Olivier Duhamel.

Autre signataire de la pétition, Daniel Cohn-Bendit, qui a fait paraître en 1975 le livre *Le Grand Bazar*, dans lequel on peut lire : « Il m'était arrivé plusieurs fois que certains gosses ouvrent ma braguette et commencent à me chatouiller. Je réagissais de manière différente selon les

circonstances, mais leur désir me posait un problème. Je leur demandais : "Pourquoi ne jouez-vous pas ensemble, pourquoi vous m'avez choisi, moi, et pas les autres gosses ?" Mais s'ils insistaient, je les caressais quand même. »

L'affaire de Versailles resurgit

La pétition gênante de 1977 fait en réalité suite à un texte précédent, signé de Matzneff uniquement et publié en novembre 1976 sous le titre « L'Amour est-il un crime ? ». Le romancier y dénonce l'injustice « monstrueuse » faite à trois hommes placés en détention provisoire depuis trois ans. Jean-Claude Gallien, médecin de 43 ans, Bernard Dejager, visiteur médical de 45 ans, et Jean-Louis Buckhardt, employé à la RATP de 39 ans, sont alors en attente de leur jugement pour s'être livrés à « des actes immoraux et à des attentats à la pudeur sans violence sur des mineurs de moins de seize ans, garçons et filles ». Le substitut réclame à l'époque six ans de réclusion criminelle pour ces adultes ayant « fait de l'enfant l'instrument de leurs plaisirs érotiques ». Les enfants en question, âgés de 12 à 13 ans, y compris frère et sœur, se soumettent dans un camping naturiste à des mises en scène sexuelles photographiées et filmées. La notion de « consentement » n'existe pas encore. Le Monde soutiendra une pétition où ce ne sont que « des caresses et des baisers ».

En octobre 1976, Bernard Dejager vient d'obtenir sa mise en liberté provisoire quand Matzneff, qui a pris fait et cause pour cette « affaire de Versailles », du nom du tribunal des Yvelines où le jugement doit avoir lieu, le rencontre à sa sortie de la prison de Fresnes. Il raconte l'homme « cassé, écorché vif, révolté par le traitement subi, que pétrifie l'attente de la cour d'assises, qui peut-être le condamnera à une peine de cinq à dix ans de réclusion criminelle ». Dejager est libre, Gallien et Buckhardt, après ces trois ans de détention provisoire, le seront à leur tour, à l'issue d'une condamnation de 5 ans avec sursis. Bernard Dejager, de son côté, fera l'objet d'une nouvelle enquête en 2018, à l'âge de 89 ans, la police ayant trouvé des documents à caractère pédopornographique, notamment des vidéos, dans son appartement de Seine-Saint-Denis.

Mais trois mois avant la comparution des prévenus, Matzneff écrit que les enfants « n'ont pas été victimes de la moindre violence, mais au contraire ont précisé au juge instructeur qu'ils étaient consentants et que cela leur avait été fort agréable ». Les « amoureux de l'extrême jeunesse » combattent par l'entremise de leur meilleur défenseur l'idée que « l'éveil de l'instinct et des pratiques sexuels chez la très jeune fille ou chez le jeune garçon soit nécessairement nuisible et funeste à leur épanouissement ». « Cela n'est pas vrai », poursuit le futur prix Renaudot essayi, qui ajoute à cette équation l'argument de « l'amour ». « Une relation d'amour entre un adulte et un enfant peut être pour celui-ci extrêmement féconde, et la source d'une plénitude de vie », publie Le Monde.

Libération est revenue sur cette pétition le 2 janvier 2020, l'interrogeant comme le « fruit d'un vertige », dans un article signé du journaliste et romancier Sorj Chalandon. Autre temps, autres mœurs, encore ? Sauf qu'à bien y regarder, les lecteurs du Monde réagissaient déjà en 1976 à la tribune de Matzneff, le journal publiant quinze jours plus tard quelques réponses vives à cette « défense du vice présentée sans scrupule ». Le signe que ce n'est peut-être pas la faute à l'époque, finalement ?

Les signataires de la pétition :

Louis Aragon, Francis Ponge, Roland Barthes, Simone de Beauvoir, Judith Belladonna, docteur Michel Bon, psychosociologue, Bertrand Boulin, Jean-Louis Bory, François Chatelet, Patrice Chereau, Jean-Pierre Colin, Copi, Michel Cressole, Gilles et Fanny Deleuze, Bernard Dort, Françoise d'Eaubonne, docteur Maurice Eme, psychiatre, Jean-Pierre Faye, docteur Pierrette Garrou, psychiatre, Philippe Gavi, docteur Pierre-Edmond Gay, psychanalyste, docteur Claire Gellman, psychologue, docteur Robert Gellman, psychiatre, André Glucksmann, Félix Guattari, Daniel Guérin, Pierre Guyotat, Pierre Hahn, Jean-Luc Henning, Christian Hennion, Jacques Henric, Guy Hocquenghem, docteur Bernard Kouchner, Françoise Laborie, Madeleine Laïk, Jack Lang, Georges Lapassade, Raymond Lepoutre, Michel Leyris, Jean-François Lyotard, Dionys Mascolo, Gabriel Matzneff, Catherine Millet, Vincent Monteil, docteur Bernard Muldworf, psychiatre, Négrepont, Marc Pierret, Anne Querrien, Griselidis Real, François Régnauld, Claude et Olivier Revault d'Allonnes, Christiane Rochefort, Gilles Sandier, Pierre Samuel, Jean-Paul Sartre, René Schérer, Philippe Sollers, Gérard Soulier, Victoria Thérèse, Marie rhonon, Catherine Valabrègue, docteur Gérard Vallès, psychiatre, Hélène Vedrines, Jean-Marie Vincent, Jean-Michel Wilhelm, Danielle Sallenave, Alain Cuny.

MONSIEUR CASTEX, LANCEZ LES SIRÈNES DES 34.968 MAIRIES DE FRANCE !

FLORIS DE BONNEVILLE

Journaliste

Monsieur Jean Castex, dans votre combat acharné contre ce maudit virus qui ne cesse de muter pour vous embrouiller, vous avez oublié un élément très important. La communication. Non pas celle des médias ou celle de vos insipides conférences de presse, mais celle des cloches. Enfin, plutôt celle des sirènes. Après tout, d'après notre Président, nous sommes en guerre, et nous devons réagir en tant que nation attaquée. Alors, pourquoi ne pas déclencher, à 18 heures précises, toutes les sirènes de France.

De villes en villages, de quartiers en cités, il nous serait ainsi rappelé que nous devons, comme dans les périodes de grande guerre, nous enfermer bien au chaud, dans nos studios, nos chambres d'étudiants, nos appartements, nos maisons, nos châteaux, dans vos palais de la République. À 18 heures pétantes, pas à 18 h 5, comme ces gendarmes de Roubaix qui, arrêtant à 18 h 5 un automobiliste en infraction horaire, l'ont assommé d'une amende de 135 euros en répondant à son étonnement : « Car 18 heures, Monsieur, ce n'est pas 18 h 5 ou 18 h 10. »

Alors, Monsieur le Premier Ministre, appuyez sur le bouton rouge pour déclencher 34.968 sirènes d'une seul coup, d'un seul. Comme est déclenché par le signal national d'alerte, une fois par mois, le mercredi à midi, le son assourdissant censé, pendant 1 minute et 40 secondes, nous alerter d'une catastrophe. Ainsi, vous aurez bien travaillé pour la France, même si ce hululement ne fera qu'entretenir notre peur désormais largement nourrie par vos mesures dont on s'aperçoit, au fil des jours, qu'elles ne servent à rien d'autre qu'à nous transmettre une trouille collective, autrement plus néfaste que ce virus.

Vos sirènes résonneront ainsi pour nous rappeler, tous les soirs à 18 heures, que nous vivons une vraie catastrophe, car 70.286 morts attribués au Covid-19, dont 48.924 à l'hôpital, ce n'est pas rien. Sauf que ce chiffre pourrait peut-être être contesté, si l'on en croit Nice-Matin qui prenait récemment l'exemple des cas déclarés dans les Alpes-Maritimes où Santé publique France, qui dépend directement d'Olivier Véran, annonce 587 lits Covid occupés alors que le calcul des cliniques et hôpitaux n'en aurait compté que 273. Cette différence doit-elle être reportée à l'ensemble des lits Covid de France ? Mais chut ! Mieux vaut faire confiance aux chiffres officiels, ceux qui déclenchent la panique.

Au fait, j'y pense, je serais curieux de savoir quel est ce médicament miracle qui a très vite guéri Brigitte Macron du Covid. Il est vrai qu'il s'agissait d'une « forme médiane » de la maladie, comme elle nous l'expliquait, dimanche soir, chez Anne-Claire Coudray. Mais il paraît qu'il ne faut pas écouter le chant des sirènes...

JACK LANG ET L'AFFAIRE DUHAMEL : « JE NE FRÉQUENTE PAS CES MILIEUX, JE VIS EN DEHORS DE TOUT ÇA »

MARIE DELARUE

Ecrivain, musicienne, plasticienne

Il a vieilli, en âge comme nous tous, certes, mais les étés de villégiature au soleil de Cuba ont laissé des traces. Jack Lang, pourtant, veut encore et toujours occuper le devant de la scène ; les feux de la rampe sont sa drogue.

Faisant depuis des décennies la joie des humoristes auxquels il fournit matière mieux que personne, « D'Jack » passe, dans la population, pour un aimable personnage. Un rigolo mondain. Citez son nom et l'on vous répondra inmanquablement : « Il a créé la fête de la Musique ». C'est son bâton de maréchal. Les Présidents passent et il est toujours là, quémendant un maroquin dans chaque gouvernement qui s'installe, obtenant toujours un hochet qui lui permet, à 82 ans passés, de demeurer au chaud dans les ors de la République.

Archétype, s'il en est, de la « gauche caviar », Jack Lang, toujours président de l'Institut du monde arabe (il n'y a pas de retrait, pour ces gens-là), était, lundi, l'invité de Sonia Mabrouk sur Europe 1. Elle voulait l'entendre sur l'affaire Duhamel.

- **À l'en croire, il en est plus surpris que quiconque. Épouvant, même :**

« C'est une honte, ce qui a été accompli par Olivier Duhamel, il n'y a pas de mot pour désigner l'inceste et la pédophilie. Cela me révolte d'autant plus que je l'ai connu comme collègue, je suis professeur de droit comme lui. Nous avons participé ensemble à la réforme constitutionnelle de Nicolas Sarkozy. » Quant à avoir soupçonné quoi que ce soit, n'y songez pas : « Je ne fréquente pas ces milieux, je vis en dehors de tout ça. Je ne participe pas à des mondanités qui me sont totalement étrangères. J'ai découvert comme vous, en lisant ici et là, ce qui se passait ici ou là », dit-il avec la véhémence de l'homme honteusement soupçonné.

On sait bien que l'âge est cruel à la mémoire. Il y en a qui cherchent leurs clés, d'autres qui ne reconnaissent plus leurs enfants... et des *Homo festivus* qui oublient avoir été les rois du pince-fesses pour *happy few*.

Alors, Sonia Mabrouk lui rafraîchit la mémoire : n'a-t-il pas signé lui aussi, en 1977, aux côtés des Cohn-Bendit, Matzneff et compagnie, la fameuse tribune réclamant la dépénalisation de la pédophilie ?

« Cette pétition était une connerie inacceptable », dit-il. « C'était l'après-68. Nous étions portés par une vision libertaire fautive », mais il s'est repris, assure être devenu un « militant permanent contre les violences sexuelles ». Il s'énerve : « Je combats et j'ai combattu en permanence l'inceste, la pédophilie, cette violence sexuelle. J'ai été un militant permanent, en particulier des violences faites aux femmes, j'ai écrit des livres, j'ai réclamé que le viol soit considéré comme un crime, je n'ai pas à me justifier ! » C'est vrai, il a même écrit un livre d'une niaiserie confondante (la critique du *Figaro* disait alors « optimisme candide ») intitulé *Demain, les femmes...*

Pourtant... Pourtant, ajoute Sonia Mabrouk, « il y a des rumeurs également sur vous. Comment vous réagissez ? » Il s'étouffe : « Ah non, les rumeurs me concernant, alors là, ça me laisse de glace. Je n'écoute pas les réseaux sociaux, je suis clair en moi, je suis animé par un idéal de vérité, de justice, c'est tout. Les rumeurs... tous les hommes politiques en ont subi et **François Mitterrand** a été l'un des hommes les plus haïs de France et on a propagé sur lui les pires saloperies. »

Des saloperies ? On disait qu'il avait de nombreuses maîtresses et surtout une fille cachée dont la mère, nommée Anne Pinget, était hébergée dans les palais de la République. C'était vrai, mais on a créé une cellule spéciale à l'Élysée pour les faire taire !

Les masques tombent. Jack Lang craint peut-être que le sien ne se fendille un peu trop...

SÉPARATISME ET MONDIALISME : CES DEUX ENNEMIS INTÉRIEURS QUI MENACENT LA FRANCE...

CHRISTIAN VANNESTE

Homme politique



« L'État est l'unité politique historique qui a réussi à supprimer l'ennemi à l'intérieur de son ressort pour le rejeter à l'extérieur », écrivait Julien Freund en analysant ce qui était, pour lui, l'un des pré-supposés du domaine politique, le couple « ami-ennemi ». Il ajoutait une remarque qui devrait aujourd'hui nous mettre en garde : « Quelle que soit l'unité politique, toutes tendent à éliminer l'ennemi intérieur pour faire régner la concorde civile [...] Une collectivité politique qui ne parvient pas à dominer l'inimitié intérieure [...] s'installe dans le désordre et l'anarchie [...] et par conséquent n'est plus en mesure de remplir une des fonctions capitales de tout État, à savoir la protection et la sécurité de ses membres. »

Deux corollaires s'ensuivent : d'abord, un État qui veut perdurer doit demeurer capable de désigner ses ennemis et de les combattre. Ensuite, la possibilité d'un monde délivré de la politique fondée sur la distinction de l'ami et de l'ennemi est une utopie. Le pacifisme a inévitablement conduit à la guerre.

La civilisation chrétienne n'a survécu qu'en résistant à l'islam par la guerre en Espagne, à Lépante et devant Vienne. Le Christ offre l'exemple d'une morale sublime, mais laisse à César la conduite de la politique nécessaire. C'est pourquoi les rêveries kantienne d'une « paix

perpétuelle » dont Fukuyama a cru entrevoir la réalisation lors de la chute de l'URSS, avec la généralisation des États démocratiques comme fin de l'Histoire, demeurent aussi vaines que belles.

L'idée d'un gouvernement mondial s'est substituée à l'universalisme des démocraties confondues de plus en plus avec les « États de droit ». L'unité politique du monde s'est réduite à celle du monde occidental centrée sur les États-Unis et leurs alliés proches, priés d'ouvrir leurs frontières et de converger vers le même monde consumériste et hédoniste. En découlent à la fois une grande hostilité à l'encontre des États suffisamment grands pour résister et sauvegarder leur identité, comme la Russie, et une certaine latitude accordée aux puissances trop différentes comme la **Chine** ou l'islam dont on pense, aujourd'hui, que la démocratie à l'occidentale y est impossible. Peu à peu émerge une sorte de démocratie sans le peuple, avec le remplacement de la volonté populaire par la prévalence de la norme : c'est l'État de droit qui impose, notamment, aux peuples de se soumettre à des règles tombées d'un ciel non religieux mais juridique et leur interdisant de lutter efficacement contre leur propre disparition.

Le commissaire ou le juge remplacent le gouvernant et contrôlent les évolutions économique et juridique au sein d'organismes surplombant les gouvernements de l'ONU à l'Europe, celle de l'Union européenne comme celle de la CEDH, en passant par le FMI, l'OMS, etc. Une superstructure mondiale caractérisée par une caste où se mêlent la technocratie et la finance, relayée par les « États profonds » des nations, va broyer menu les vieilles nations pour les réduire en une masse indistincte de travailleurs et de consommateurs nomades et interchangeables.

L'Europe est évidemment le cœur de cible. Sa population est vieillissante. C'est ainsi qu'une sénatrice française, par ailleurs turque et israélienne, Esther Benbassa, a pu oser : « *La France a besoin des migrants pour renouveler sa population [...] C'est à ça que sert l'immigration.* » Est-il logique qu'une personne ait plusieurs nationalités ? Comment parler encore de la nation comme unité politique capable d'exprimer la volonté générale lorsqu'une partie de ses membres font aussi allégeance à un autre État, y compris quand un conflit avec celui-ci est possible ? Doit-on permettre à celui qui est aussi ressortissant d'un autre État d'accéder au pouvoir du nôtre, d'y faire les lois, d'en diriger l'exécutif ? L'évolution du droit y conduit sans qu'on ait interrogé les peuples.

La croissance d'une population séparatiste dans un pays est évidemment une menace mortelle pour lui. On voit bien, désormais, que la France fait face à deux ennemis intérieurs : le premier, en haut, par idéologie, veut gommer l'identité nationale et les frontières qui la protègent en prétendant que la France a une vocation universelle ; le second, en bas, modifie sourdement et localement les modes de vie, change les comportements, pèse sur les votes, génère des élus communautaires plus que nationaux, fissure la conscience collective, notamment à travers l'aliénation de son Histoire.

COVID-19 : A PROPOS DE LA VACCINATION DONT ON NE FAIT PLUS QUE VANTER LES MÉRITES

Pour tenter d'éclairer ceux que la vaccination pourrait tenter, face au déferlement de propagande du gouvernement, des médias mainstream et bien sûr, des grands laboratoires (dont les motivations sont évidentes). La vertu de **prudence** est plus que jamais nécessaire !

Conférence de presse du Collectif Santé Libre (30 000 médecins, soignants, scientifiques – réellement indépendants des grands laboratoires - se mobilisent pour défendre la santé des Français contre la dictature sanitaire et les mensonges d'un gouvernement dépassé) :

<https://youtu.be/uwXVAr8IHLQ>

Vaccination : pour ou contre ? Une synthèse très complète publiée par France-Soir :

<https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/therapies-vaccin>

Pour les chrétiens, une réflexion essentielle sur la légitimité morale du vaccin contre le Covid-19 :

<https://lanef.net/2020/12/26/reflexion-sur-la-legitimite-morale-du-vaccin-contre-le-covid-19/>

La généticienne Alexandra Henrion-Caude, spécialiste de l'ARN, directrice de l'Institut de Recherche SimplissimA, tire la sonnette d'alarme (elle a été aussitôt censurée par les GAFAs, YouTube) :

<https://vimeo.com/500933141>

« Moderna, Pfizer, ce ne sont pas des vaccins mais de la thérapie génique » (Pr Perronne) :

<https://youtu.be/2fcFa2x16sY>

Alerte au vaccin Pfizer en Norvège :

<https://fr.businessam.be/la-norvege-lance-une-alerte-apres-23-deces-possiblement-lies-au-vaccin-pfizer/>

Pfizer et ses pratiques : une amende de 2, 3 milliards de USD !

<https://t.co/4KZENDJ2Dy>

Comparaison Grippe vs Covid

<https://reseauinternational.net/grippe-vs-covid-qui-est-vraiment-le-plus-mortel/>

UN VACCIN QUI POURRAIT MODIFIER DURABLEMENT LE GÉNOME HUMAIN, SANS QUE SES PROMOTEURS SACHENT SOUS QUELLE FORME NOTRE ESPÈCE RISQUERAIT DE MUTER

LE VACCIN COVID DE TOUS LES DANGERS

Par Daniel Desurvire

2°) Un vaccin qui pourrait modifier durablement le génome humain, sans que ses promoteurs sachent sous quelle forme notre espèce risquerait de muter

S'agissant de l'aspect sanitaire face à la pandémie suscitée par le coronavirus, l'État français, à l'instar de la plupart des social-démocraties de l'Union, n'a rien trouvé de plus prophylactique que d'instaurer un couvre-feu à la façon d'un pays en guerre ; d'assigner les citoyens à résidence comme si les français étaient tous des repris de justice ; de confiner les citoyens avec obligation de fournir des ausweise sous forme d'attestations auto-rédigées, les privant de travail, de revenus et d'éducation scolaire ; puis en sacrifiant des dizaines de milliers d'entreprises ainsi acculées à la faillite. Or, cette dépression économique reste sans précédent, car elle ne fut pas accidentelle, mais programmée pour des motifs aussi obscurs que les comptes numérotés qui trouvent refuge dans les paradis fiscaux.

Ces mesures liberticides et budgétairement suicidaires s'avèrent inutiles, humiliantes, coûteuses et contraignantes, puisque ce ne furent qu'après les nombreuses mutations de cette souche virale ARN – par erreurs successives d'encodage – que la pandémie s'est progressivement affaiblie par auto-élimination de cet agent infectieux. Il ne s'agit rien de moins que d'un processus de sélection naturelle, ainsi l'influenza (la grippe hivernale), qui réclame l'immunisation progressive des populations pour s'éteindre (entre 65 % à 75 % des populations infectées), plus que toute autre mesure aseptique ou vaccinatrice ne saurait le faire. Mais pour assurer la commercialisation du vaccin, des imageries publicitaires jouèrent de l'infantilisme, aseptisant davantage les esprits fragiles que le système immunitaire, envahissant l'espace médiatique en passant en boucle des schémas comportementaux abêtissants^[11].

+Le covid-19 aura donc muté ± 200 fois ces 9 derniers mois, de sorte que ce virus ne tue presque plus personne.

Les directeurs d'hôpitaux ne cessent pourtant d'informer les instances politiques que la corona a déserté leurs établissements, ainsi à Marseille où une aile entière d'un bâtiment dédiée à la covid demeure vide. Que nenni, la propagande persiste à marteler les populations qu'un danger de mort imminent les guette à chaque coin de rue, afin de répandre la psychose et multiplier les

comportements hypocondriaques. L'émotion suscitée autour d'un virus, aujourd'hui guère plus virulent ni plus létal que l'influenza, selon l'avis du corps médical hors de l'emprise politique, fut un moyen propice pour l'Exécutif d'imposer son affairisme apocalyptique de façon péremptoire, car sans recherche ni intelligence quant aux annales didactiques des virologues les plus pointus. Voici exposée une réflexion de Gérard et Nicole Delépine, tous deux médecins, extraite d'une interview dirigée par Xavier Azarbert pour France Soir, le 2 octobre 2020).

« La dernière fois qu'un confinement aveugle d'une ville française avait été réalisé en 1720 pour la peste de Marseille, il avait abouti à la mort de la moitié des habitants (50 000 sur 100 000) sans empêcher la diffusion de la maladie à la Provence (70 000 morts supplémentaires) et à l'Italie proche. La grippe de 1968, ou grippe de Hong Kong, fut une pandémie qui se répandit dans le monde entier à partir de l'été 1968 et jusqu'au printemps 1970. Elle tua \pm 1 million de personnes et elle en fut la cause par une souche réassortie H3N2 du virus H2N2 de la grippe A. Il s'agit de la 3ème pandémie du XXe siècle après la grippe dite espagnole (entre 50 à 100 millions de morts de 1918 à 1920) et la grippe asiatique (2 millions de morts en 1957). Le 17 avril 2020, il fut dénombré 147 000 décès imputés au COVID-19 dans le monde, soit 0,0019 % de la population mondiale.

Ce constat est loin des chiffres de 1968 et place cette nouvelle pandémie au niveau 1 du tableau de référence. Alors pourquoi tant de confinements et de névrose autour d'un virus qui n'aura guère tué plus que moitié plus de gens qu'une grippe hivernale (virus influenza à ARN de trois types : A, B [saisonniers] et C. [bénin] de la famille des Orthomyxoviridae) ? Pourquoi n'enseigne-t-on plus l'Histoire si instructive et correctrice de jugements » ?

IMAGE DU JOUR

